

"Grégoire Gafenco: Pas d'Europe unie sans les pays de l'Est" dans Cahiers du Monde nouveau (Juin-Juillet 1948)

Légende: En juin 1948, Grégoire Gafenco, ancien ministre roumain des Affaires étrangères, livre un témoignage vibrant sur les exigences de l'unité européenne et insiste sur la nécessité d'y associer les pays de l'Est.

Source: Cahiers du Monde nouveau. Revue mensuelle. Juin-Juillet 1948, n° 6; 4e année. Paris.

Copyright: Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.

Les documents diffusés sur ce site sont la propriété exclusive de leurs auteurs ou ayants droit.

Les demandes d'autorisation sont à adresser aux auteurs ou ayants droit concernés.

Consultez également l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

URL:

[http://www.cvce.eu/obj/"grégoire_gafenco_pas_d_europe_unie_sans_les_pays_de_l_est"_dans_cahiers_du_monde_nouveau_juin_juillet_1948-fr-a44ddab6-4d4f-4856-b05a-5358a374ec42.html](http://www.cvce.eu/obj/)

Date de dernière mise à jour: 19/09/2012

Pas d'Europe unie sans les pays de l'Est

Comme Européen de l'Est, je désire rendre hommage à l'idée de l'Union européenne.

Les hommes dont les patries se trouvent placées, bien malgré elles, derrière le rideau de fer ne doivent plus s'arrêter à des formules qui pourraient entraver l'œuvre de salut européen que nous avons tous pour tâche de réaliser.

Il n'y a pas plusieurs espèces d'Européens — selon les souffrances que leurs pays ont à endurer et les luttes qu'ils ont à soutenir... Il serait non seulement injuste, mais suprêmement préjudiciable pour la cause de l'Europe si les nations les plus exposées aux coups du destin se voyaient privées du support de l'idée européenne, au nom de laquelle elles s'évertuent encore à résister.

Car il n'y a qu'une seule Europe ; même lorsque son corps est mutilé et divisé, la pensée qui nous guide vers elle est une et indivisible. L'Europe ne peut pas naître à l'Ouest si elle se meurt à l'Est ; elle ne peut retrouver sa santé, sa grandeur et des forces neuves que dans le cadre de ses limites naturelles.

Nulle part le mot « Europe » ne provoque une résonance plus forte et plus émouvante que dans les pays de l'Est. L'idée de l'unité européenne contient pour toute une moitié du continent comme une promesse de paix — et partant une promesse de libération.

J'ai la conviction d'exprimer le sentiment profond de mon pays, ainsi que celui des pays voisins partageant le sort de la Roumanie, en affirmant solennellement leur fidélité à l'Europe leur volonté de faire partie intégrante d'une Europe Unie, l'espoir qu'ils placent dans le succès d'une entreprise qui, pour sauver et unir le continent, doit envisager le problème en son entier et lui trouver une solution d'ensemble.

*

Les raisons qui ont provoqué ces temps derniers un grand mouvement en faveur de l'Union européenne sont de trois ordres :

Il semble, premièrement, que le redressement économique des pays du continent, grands et petits, également éprouvés par la dernière guerre, ne soit pas possible sans un effort commun et sans un plan d'ensemble.

Deuxièmement, il devient toujours plus évident que la forte pression exercée à l'Est place l'Europe entière devant un danger qui ne saurait être conjuré que par des volontés et des forces unies.

Il apparaît, enfin, que dans les conditions actuelles la paix et l'existence même de l'humanité, exposées à une menace constante par les armes modernes, — armes de destruction immédiate et totale, — ne sauraient être assurées que par des organismes politiques toujours plus étendus et d'un caractère universel.

Ces raisons militent toutes en faveur d'une solution d'ensemble du problème européen.

En effet, il n'y a pas de relèvement économique possible si l'absurde barrière qui coupe l'Europe en deux et qui sépare deux parties, économiquement complémentaires, d'un même continent n'est pas supprimée. Il n'y a pas de bien-être ni de justice sociale réalisables si des échanges libres ne sont pas rétablis entre l'Ouest et l'Est européens, permettant une meilleure répartition de la production et une meilleure rémunération du travail ; on ne montrera jamais assez à quel point le sort des ouvriers d'Occident est lié à celui des paysans de Roumanie, de Pologne, de Hongrie et des Balkans. Disons-le franchement : l'Europe ne peut être considérée comme une Unité économique qu'en son entier ; l'économie de l'Occident peut être redressée par des moyens exceptionnels venus du dehors, mais elle ne peut jouir des éléments de santé et de force que procure un état normal si l'indispensable lien n'est pas rétabli entre l'Ouest et l'Est de l'Europe.

Pour ce qui est de la paix européenne, exposée à une menace constante et certaine, comment pourrait-on, à la longue, envisager la sécurité de l'Ouest sans la libre-existence des pays de l'Est ? L'enseignement le plus

éclatant qui se dégage de l'histoire du siècle passé est le succès de l'effort patient poursuivi par l'Occident pour étendre de l'Ouest à l'Est un ordre de droit européen — ordre indispensable à la paix du continent. Les grands traités de paix constructive qui ont réussi à établir et à étendre un tel ordre européen — le traité de Vienne de 1815, celui de Paris de 1856 et le traité de Berlin de 1878 — se sont efforcés de fixer toujours plus à l'Est la limite de la sécurité continentale. Ils l'ont fait en libérant successivement les peuples de l'Est, en les plaçant sous la protection du droit international et sous la garantie collective des grandes puissances, et en faisant triompher le principe essentiellement européen d'après lequel les affaires de l'Est, comme celles de toutes les autres parties du continent, ne sauraient être réglées selon les désirs et les dispositions d'une seule puissance, mais seulement par l'accord de toutes les puissances réunies. Est-il possible aujourd'hui, lorsque les événements nous contraignent à faire un pas en avant dans la voie de l'organisation unitaire du continent, d'abandonner des principes de droit, de sécurité et de bonne politique qui se sont à tel point identifiés avec la conception même de l'Europe ?

Le voudrions-nous qu'il serait impossible de le faire. Car il existe aujourd'hui, en dehors de notre désir, de notre volonté, de notre effort pour unir l'Europe, une autre action qui poursuit, elle aussi, une tâche d'unification. Et il serait suprêmement risqué d'opposer à cette action, qui s'exerce avec une implacable rigueur, des tentatives de compromis et des solutions bâtarde. Comment pourrait-on, en effet, se résigner à ne chercher qu'une solution partielle du problème européen, alors que la Russie soviétique ose poser le problème en son entier, et propose à tous les Européens — par delà le rideau de fer, par delà toutes les anciennes frontières — l'établissement d'un ordre commun : une étroite association entre États soumis à une discipline et à des régimes identiques. Même si l'on voulait se résigner à accepter l'idée du partage de l'Europe (idée qui, immanquablement, a toujours conduit à la guerre !), encore faudrait-il savoir avec qui effectuer un tel partage. Or, un tel partenaire n'existe pas : la Russie soviétique ne veut pas de partage — elle veut infiniment plus. La ligne arbitraire qui coupe l'Europe en deux est tracée sur le sable ; elle peut avancer vers l'Ouest au gré d'une politique dont les visées sont certainement universelles, ou reculer vers l'Est sous la pression d'une volonté contraire ; mais là où elle est, elle ne peut pas rester, car elle n'a pas le poids d'une frontière légitime. Elle n'en a pas non plus le caractère : c'est la ligne fortuite où se sont arrêtées, devant les armées de l'Occident, des tendances qui visaient plus loin, et qui, pour avoir été contenues, n'en sont pas moins universelles. Aussi longtemps que cette ligne existera, il n'y aura pas de paix dans le monde, et il n'y aura pas d'Europe.

Pour constituer l'Europe Unie, il faut donc permettre à l'idée européenne de s'étendre et de remplir le cadre qui lui est habituel. A l'idée de l'Europe uniformisée selon une conception orientale il faut opposer l'idée de l'Europe Unie dans son entier selon une conception d'ordre occidental et européen.

De cette façon, l'effort poursuivi pour unir l'Europe s'intègre tout naturellement dans le grand courant qui mène aujourd'hui le monde vers une organisation universelle. L'idée de l'ordre, défendue par l'Occident, ne peut être pensée qu'en termes universels ; et rien ne peut mieux assurer la réalisation de l'Europe Unie que l'aide résolue et généreuse des États-Unis, dont la puissance croissante met au service d'une politique de très grande envergure une pensée toujours plus avertie et une volonté toujours plus ferme.

*

Je voudrais insister sur le fait que l'idée de l'Union européenne ne peut être réalisée sans une action positive et courageuse. Les représentants des pays de l'Est ont reçu certains encouragements, mais qui ne les ont guère satisfaits. Ainsi, il leur a été dit, dans certaines réunions européennes et pan-européennes auxquelles ils ont assisté, que les portes de la future organisation continentale seraient laissées ouvertes afin de permettre à tous les pays d'adhérer à la Charte européenne. Or, il ne suffit pas de laisser la porte ouverte ; les pays de l'Est, quel que soit leur désir d'être et de rester européens, ne pourront pas passer cette porte aussi longtemps que pèsera sur eux la terrible contrainte d'un régime totalitaire. Un tel régime poursuit et opprime l'esprit européen plus encore que le sentiment national ; supprimant toute liberté, ébranlant les fondements de l'idée de droit et de la foi religieuse, il s'acharne à tuer dans l'individu le sentiment de son appartenance non seulement à une patrie, mais aussi, mais surtout, à la communauté européenne.

Nous aimerions être assurés que, si les portes de l'Europe restent ouvertes, c'est afin que l'idée européenne

puisse se frayer la voie vers l'Est et secourir les peuples qui luttent désespérément pour défendre le peu qui leur est encore resté de l'héritage européen.

Comment peut-on donner à l'idée européenne un tel rayonnement et une telle force ? Il faut pouvoir disposer avant tout d'un principe d'union réellement efficace ; j'estime qu'il n'y en a pas de meilleur que le principe fédératif. Une simple union ou alliance entre États pleinement souverains me semble devoir être insuffisante pour créer dans les conditions actuelles une organisation réellement unitaire ; il me paraît indispensable d'établir un lien organique entre les différents États, ainsi qu'une autorité supérieure commune. Là encore il faut songer aux méthodes employées dans l'Est pour uniformiser le continent. Il est vrai que Moscou prétend respecter et défendre les « souverainetés nationales » ; mais, si l'on songe que, selon la conception communiste, l'État doit être amené à se confondre avec le parti communiste, et que dans chaque pays ce parti n'est qu'une fraction de l'Internationale communiste, soumise à la plus rigoureuse discipline, l'on comprend comment le principe de la souveraineté, entièrement vidé de sa substance, ne peut empêcher l'œuvre de totale uniformisation poursuivie par l'U. R. S. S.

En un temps où le salut du continent dépend de la rapidité et de l'efficacité avec laquelle certaines solutions d'ensemble l'emporteront sur la méthode ancienne, je ne vois que le principe fédératif qui soit susceptible d'assurer la réussite de telles solutions.

Plus importants encore que le principe appelé à décider de la forme constitutionnelle de l'Europe Unie me semblent devoir être les principes ayant à assurer le contenu du nouvel ordre européen. Ce n'est pas la place ici d'entrer dans les détails des quelques règles communes que nous aimerions voir établies, afin qu'elles régissent la vie politique, économique et sociale de la communauté européenne : règles garantissant les libertés individuelles et nationales, déterminant la coopération économique entre États, syndicats et travailleurs, et poursuivant avec efficacité un idéal de justice sociale.

Je ne voudrais insister que sur un seul point : il est certes difficile, sinon impossible, de fixer le contenu d'une politique d'union européenne avec la même précision avec laquelle s'exprime la politique communiste. L'ordre européen est une conception de vie, régie par des idées de liberté et de diversité ; l'ordre communiste est un instrument de lutte, dirigé par un principe d'autorité. Il n'en est pas moins vrai que, pour réaliser une tâche aussi ardue que celle de défendre et d'unir l'Europe, il faut avoir une politique déterminée. Cela signifie qu'il faut s'efforcer de mettre au service d'une conception d'ordre et de vie un instrument efficace de travail, de lutte et de victoire. Comme il ne s'agit pas d'assujettir les esprits et les volontés au commandement d'une idéologie unique, mais de créer un cadre permettant à des hommes et à des partis différents de lutter librement pour la même cause, la politique pour la réalisation de l'Europe Unie devrait procéder d'un accord aussi large que possible ; il serait heureux que tous les partis et tous les hommes également attachés aux libertés européennes puissent participer à cet accord.

Il faudrait aussi que cette politique s'efforçât d'atteindre, par delà les frontières et les limites arbitraires, le plus grand nombre d'Européens, afin de mobiliser pour la cause de l'Europe toutes les forces et toutes les énergies. Il est utile, certes, de réaliser de suite ce qui peut être réalisé ; cependant, même si l'union ne pouvait être obtenue que par étapes, le plan à l'Europe Unie devrait être conçu et dressé en son entier. Rien ne serait plus dangereux qu'une politique tendant à préconiser une solution de compromis, un pis-aller, une prise de position défensive avec l'acceptation expresse ou tacite de toutes les injustices qui troublent le continent. Une telle solution n'apporterait aucun remède définitif à la situation de l'Occident et briserait le dernier espoir qui anime encore les nations de l'Est.

L'Europe ne peut être sauvée et unie que si la politique d'union s'affirme comme un acte positif : si dès le début elle dresse la Charte des libertés et des droits, si elle revendique hautement le privilège de régir tout le continent et si elle propose un ordre commun — c'est-à-dire une cause en laquelle peuvent croire et pour laquelle peuvent lutter solidairement tous les hommes et toutes les nations du continent.

Les hommes qui veulent l'union dans la liberté — et qui dans chaque pays ont le nombre avec eux — pourront alors se compter. Le dénombrement se fera, dans beaucoup de pays, en silence ; il n'en ébranlera pas moins bien des situations de fait et constituera un pas important dans la voie de l'union et de la

libération.

Refaire l'Europe comporte évidemment des risques. C'est aussi dangereux aujourd'hui que de faire la paix. Mais il faut faire la paix. Il serait bien plus dangereux encore de demeurer dans le désordre et sous la menace constante d'un conflit imminent. Et pour faire la paix il faut unir l'Europe.

Conscients que l'affirmation de notre foi dans l'Europe Unie, principe agissant de vie et de liberté, n'est pas un acte de provocation, mais un apport à l'œuvre de paix qu'il s'agit de faire triompher, nous sommes prêts, hommes de bonne volonté de l'Est, à prendre notre part dans l'action commune destinée à unir et à libérer le continent.

GREGOIRE GAFENCO.